



Loi sur les relations industrielles
(L.R.N.-B., chap. I-4)

DEMANDE DE DÉCLARATION DES DROITS DE SUCESSEUR
PRÉSENTÉE À LA COMMISSION DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI

Entre:

le requérant,

-et-

le défendeur.

Le requérant, en application de l'article 60 de la loi, présente à la Commission du travail et de l'emploi une demande relativement aux droits de négociation de _____ à l'issue de

(nom du syndicat ou conseil syndical)

*a) la vente d'une entreprise par _____ à
(nom de l'employeur prédécesseur)
_____, qui a présumément eu lieu le
(nom de l'employeur successeur)
_____ 20 _____, ou aux environs de cette date.

OU

*b) la fusion de deux ou plusieurs municipalités mettant en cause _____
(nom de la municipalité successeur)
et _____, présumément réalisée le _____
(nom de la municipalité prédécesseur)
_____ 20 _____ ou aux environs de cette date.

OU

*c) la diminution du territoire d'une municipalité en raison du rattachement d'une partie de celui-ci à une autre municipalité,
mettant en cause _____ et _____
(nom de la municipalité amputée) (nom de la municipalité bénéficiaire du rattachement)
qui a présumément eu lieu le _____ 20 _____ ou aux environs de cette date.

Déclaration du requérant:

1. a) Nom du requérant:

b) Adresse:

*Rayer les mentions inutiles

c) Adresse aux fins de signification:

*2. (Si le requérant n'est pas un syndicat ou un conseil syndical)

a) Nom du *syndicat *conseil syndical réclamant des droits de négociation:

b) Adresse du *syndicat *conseil syndical réclamant des droits de négociation:

*3. (Si le requérant n'est pas l'employeur successeur)

a) Nom de l'employeur successeur:

b) Adresse:

c) Adresse aux fins de signification:

*4. a) Nom de l'employeur prédécesseur:

b) Adresse:

*5. *a) Nom de la municipalité successeur:

*b) Nom de la municipalité prédécesseur:

OU

*c) Nom de la municipalité amputée:

*d) Nom de la municipalité bénéficiaire du rattachement:

*Rayer les mentions inutiles

6. Nom et adresse de tout autre syndicat, conseil syndical, employeur, organisation d'employeurs ou personne que la présente demande peut viser:

*7. *(1) La vente d'une entreprise *a *n'a pas eu lieu.

OU

*(2) La fusion, l'union ou autre réunion de deux ou plusieurs municipalités *a *n'a pas été réalisée.

OU

*(3) La diminution du territoire d'une municipalité et le rattachement d'une partie de celui-ci à une autre municipalité *se sont *ne se sont pas produits.

8. En conséquence,

*a) _____ *est *n'est pas lié(e) par une convention collective conclue par

_____ et _____
(nom du syndicat ou conseil syndical)

OU

*b) _____ *est *n'est pas tenue(e) de négocier avec _____

_____ en vue de conclure une convention collective.
(nom du syndicat ou conseil syndical)

*9. Un changement dans la nature de l'entreprise la rendant réellement différente de celle de l'employeur prédécesseur, *s'est *ne s'est pas produit.

*10. *a) Un regroupement des salariés d'une entreprise avec ceux d'une autre, représentés par un *syndicat, *conseil syndical, *a *n'a pas eu lieu.

OU

*b) Un regroupement des salariés d'une municipalité avec ceux d'une autre, représentés par un *syndicat, *conseil syndical, *a *n'a pas eu lieu.

11. Le requérant fait la requête suivante (indiquer l'objet):

12. Le requérant joint à sa demande les documents suivants:

*13. Autres déclarations pertinentes, y compris un exposé des faits à l'origine de la présente demande:

*14. Pages additionnelles annexées

a) Nombre de pages:

b) Numéros faisant l'objet de renseignements complémentaires:

*15. Outre la signification normale des documents relatifs à la présente, le requérant demande que copie soit envoyée aux personnes suivantes (nom et adresse):

Fait à _____, le _____ 20 ____ .

(signature et fonctions)

(signature et fonctions)

N.B. La présente formule doit être remplie et signée conformément aux dispositions de la loi et des règles de la Commission.